



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 3 janvier 2023

2023 : « Confiance », mais dans les luttes pour l'augmentation des salaires et contre la réforme des retraites

« Confiance et unité » a clamé Macron à la télé, en nous souhaitant... la bonne année ! 2022 a été l'année de la flambée des prix (déjà avant la guerre en Ukraine) ; et, il y a à peine une semaine, nouvelle réforme de l'assurance chômage pour baisser la durée d'indemnisation de 40 % si le taux de chômage officiel ne dépasse pas 6 %. Pendant que Darmanin prépare sa loi contre les travailleurs immigrés. Chômeurs, immigrés, retraites : c'est le monde du travail tout entier qui est dans le viseur.

Un spectre hante les vœux du président

Pourtant, contrairement à 2019, le président a préféré reculer au 10 janvier les annonces de sa Première ministre, Élisabeth Borne. C'est que la grève de 2019-2020 contre la réforme des retraites est encore dans toutes les têtes. Face à la colère, ministres et patrons préfèrent procéder par étapes, en commençant par allonger l'âge minimal de départ à 64 ou 65 ans...

Pour sauver les caisses de retraite ? La bonne blague ! Elles étaient excédentaires en 2021 et le sont encore plus en 2022. Déficitaires, elles ne le seraient que plus tard, peut-être de 17 milliards, mais sur un budget de 330 milliards, soit à peu près 5 %...

Il y aurait bien une solution simple : augmenter les salaires ne serait-ce que de 5 % ! Cela augmenterait d'autant les cotisations. Alors, avec les 400 euros qui nous seraient nécessaires dès aujourd'hui, plus de problème de « déficit », et pour longtemps ! Et on ferait en plus d'une pierre deux coups !

Les grèves pour de véritables augmentations de salaire se sont multipliées cette année 2022 : raffineries, industries chimique, pharmaceutique, automobile et chez des dizaines de leurs sous-traitants, dans les transports en commun, etc. Jusqu'à Noël où, à la SNCF, la « trêve des confiseurs » a surtout rimé avec « grève des contrôleurs ». Pas seulement pour des primes qui ne comblent pas le retard des salaires sur les prix et ne comptent pas pour la retraite.

« Confiance et unité » entre nous contre la réforme des retraites

« Au moment des fêtes, la grève d'une partie de la SNCF a inquiété au plus haut sommet de l'État. Car

ce ne sont pas les syndicats, mais des collectifs [...] moins prévisibles qui ont provoqué les annulations des trains. Une méthode qui a rappelé à certains le souvenir des "Gilets jaunes" », expliquait le journal Le Monde.

C'est vrai, cette grève a été à l'initiative des contrôleurs eux-mêmes qui se sont dotés d'un collectif national en toute indépendance des directions syndicales. Et, là, les « concessions » tentées par la direction de la SNCF étaient peut-être suffisantes pour certains syndicats, mais pas pour les contrôleurs ! Ils l'ont appris : la lutte dépend des travailleurs eux-mêmes, syndiqués ou non.

Eh bien, les craintes du gouvernement et du patronat nous montrent ce qui pourrait les faire reculer. Commençons par discuter entre nous de ce dont nous avons besoin. Augmentations de salaire, mais aussi embauches parce que ce n'est plus possible. Et indexation des salaires sur les prix pour qu'ils ne reprennent pas d'une main ce qu'ils seraient obligés de donner de l'autre.

Et puis nous organiser. Directement entre nous, entraînant les militants syndicaux qui n'ont pas froid aux yeux. Et il y en a. En nous coordonnant entre entreprises en lutte, directement sous notre propre contrôle pour ne pas dépendre des savants calculs de certains syndicats.

Ayons confiance dans notre force, et dans l'unité que les luttes peuvent forger entre tous les secteurs publics ou privé. Contre Macron et le patronat qu'il sert, construisons le mouvement d'ensemble qui les fera tous reculer, en prenant appui sur toutes les initiatives de mobilisation de notre camp social dès le mois de janvier. Les voilà, nos vœux pour 2023 !

Le standard explose

Le centre 15 de l'hôpital est passé de 1500-2000 appels à 2000-2500 depuis plusieurs semaines, soit une augmentation d'environ 30 %. Le personnel, lui, n'a pas bougé. En conséquence, des pertes d'appel sont enregistrées lors des pics de saturation. L'embauche d'assistants de régularisation médicale (ARM) qualifiés et formés est une urgence vitale.

Ça ne suffit pas

Les indemnités des heures de nuit sont désormais majorées. Pour ceux qui ont travaillé du 1^{er} janvier au 30 septembre et du 12 décembre au 31 mars, la majoration passe de 1,07 à 2,14. Soit de 9 à 18 euros de prime pour une nuit. Une bien maigre rémunération pour un travail aussi pénible.

Les ambulanciers se font rouler

Les ambulanciers hospitaliers intègrent la filière soignante, mais sans revalorisation salariale ni intégration à la catégorie active, c'est-à-dire aucune prise en compte de la pénibilité pour la retraite.

Un ministre de la Santé... catastrophique

Le pôle des urgences du CHR de Metz-Thionville était dirigé par François Braun jusqu'à ce qu'il devienne ministre. Aujourd'hui, les urgences de l'hôpital de Thionville sont paralysées : 55 infirmiers et aides-soignants sont en arrêt maladie sur 59 ! Les patients sont dirigés sur Metz où des tentes ont été montées pour les accueillir. Fort de ce résultat, Braun continue au ministère de mettre en œuvre la politique qui a asphyxié son ancien hôpital.

À plus dans le bus

Dans les dernières trouvailles gouvernementales : les fonctionnaires sont autorisés à conduire des bus. C'est vrai qu'après une nuit dans un service ou plus de sept heures de travail en équipe du matin, nous n'avons qu'une envie, c'est de nous mettre au volant d'un autocar après avoir bu un bon café ! Et si on s'endort, il y aura bien un passager pour nous réveiller...

Mais pour réveiller l'intelligence des membres du gouvernement, un café ne suffira pas.

Un exemple parmi tant d'autres

Aux urgences de l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart, la situation est catastrophique. Depuis le début de travaux en septembre, 14 lits d'aval et un poste d'infirmière ont été supprimés malgré un taux de passage aux urgences en constante augmentation.

Résultat : un WC pour 30-35 patients « couloir », aucune douche possible pour des malades qui se souillent, toilettes devant tout le monde, ménage impossible !

Le 21^e siècle à l'hôpital

Propos d'un professeur d'un grand service d'urgence parisien : « Depuis deux semaines, des dizaines de patients sont morts, seuls, sur des brancards à l'AP-HP. Ce sont des patients qui seraient sans doute décédés, mais ce n'est pas une façon digne de mourir. Cela attaque sévèrement le moral des troupes. »



Où sont les femmes ?

Chaque année, le *Journal du dimanche* effectue le classement des « 50 personnalités préférées des Français ». Un sondage réalisé par l'Ifop à partir d'une liste de 53 hommes et de 53 femmes envoyée à un « panel représentatif ». Or on constate que seules 15 femmes figurent dans le classement final, la première, l'humoriste Florence Foresti, n'arrivant qu'en vingtième position. Le trio de tête est 100 % masculin et est suivi d'une ribambelle de sportifs mais d'aucune sportive. Dans les colonnes du journal, le directeur général Opinion de l'Ifop, constate : « Cette année encore les personnalités féminines sont sous-représentées » en regrettant un classement qui va « à rebours de l'Histoire ». On ne lui fait pas dire.

Braquage en plein jour

L'année 2023 commence dès le premier jour à coûter cher. La prime d'État sur les carburants disparaît, la hausse du prix du gaz est plafonnée à 15 % à partir de janvier, l'électricité s'envolera à partir de février (on parle de doublement ou de triplement selon les fournisseurs), les loyers (+ 3,5 % selon les indications du gouvernement), sans parler des transports. La farine a pris 40 %, le steak haché surgelé 25 %. Et nos salaires ?